

Éditorial

La normalisation : principes, histoire, évolutions et perspectives

Par Marie-Josèphe CARRIEU-COSTA* et Alan BRYDEN**

Les normes sont souvent perçues plus comme des contraintes que comme des outils venant en appui de la diffusion de l'innovation et des bonnes pratiques, de l'accès aux marchés mondiaux ou de réponse aux exigences du développement durable. Il est vrai qu'il en existe diverses acceptions. De manière générale, on parle de normes au sens de règles de conduite qui s'imposent au corps social. On confond souvent les normes et les réglementations.

Dans ce numéro de la série Responsabilité & Environnement des Annales des Mines, on traitera des normes techniques et managériales. Celles-ci prennent la forme de documents qui sont fondés sur divers degrés et natures de consensus (à l'échelle industrielle, nationale, régionale ou internationale), elles établissent sur une base volontaire les règles, les pratiques, les métriques ou les conventions utilisées dans les sciences, la technologie, le commerce et l'ensemble de la société. Le spectre en est large, de standards fondés sur des technologies brevetées jusqu'aux normes à part entière, formelles et internationales, fondées sur un large consensus, comme celles produites par l'ISO, l'Organisation Internationale de Normalisation. Large, le spectre des normes l'est aussi au regard des questions traitées : termes et définitions, codes et nomenclatures, formatage et échange de données, dimensions, interopérabilité physique ou numérique, méthodes de mesures et d'essais, conditions et critères de sécurité, de qualité des produits et des services, normes de management, pratiques d'évaluation de la conformité ou, plus récemment, normes traitant de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable.

Le champ d'application des normes recouvre toutes les questions économiques, environnementales et sociales. Les normes ont un impact direct sur la diffusion de l'innovation et sur les relations commerciales, sur la protection de l'environnement comme sur le consommateur, le patient et le travailleur. Combinées à la propriété intellectuelle et aux questions relatives aux brevets, les normes sont les outils incontournables et finalement stratégiques que se doit de prendre en compte toute entreprise commerciale voulant assurer sa compétitivité, son accès aux marchés, et donc, au final, sa pérennité.

Ce numéro de Responsabilité & Environnement s'attache tout d'abord à rappeler les principes qui fondent la normalisation, ainsi que la perspective historique de son développement. Il décrit le contexte, européen et international, de l'élaboration des normes, avec, en arrière-plan, la mondialisation des échanges, qui a accru de façon considérable le besoin et la production de normes globales et, par voie de conséquence, l'impact économique et social de leur contenu et de leur application. Les normes constituent une cristallisation collective du savoir et des bonnes pratiques et, de ce fait, sont le reflet des besoins en matière de diffusion des

innovations et de relations économiques, ainsi que des attentes de la société dans ces domaines. Plusieurs articles illustrent l'apport des normes au développement industriel et leurs relations avec la médecine, l'alimentation, la sécurité, le droit, les services financiers, ou encore, les impacts environnementaux et sociétaux.

Dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté, le contenu et la diffusion des normes sont devenus des enjeux de pouvoir et d'influence entre entreprises, entre pays et entre parties prenantes.

C'est pourquoi ce numéro de Responsabilité & Environnement donne donc la parole à des contributeurs d'horizons variés, qu'ils soient ou non directement engagés dans les processus normatifs institutionnels.

Il permet de faire le point et de tracer des perspectives en ce qui concerne la contribution des normes aux trois dimensions du développement durable : le développement économique, l'intégrité environnementale et l'équité sociale.

Notes

* Amble-Consultants.

** Ingénieur général des Mines, Conseil général de l'Economie, de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGEJET), ancien secrétaire général de l'ISO.